



17 octobre 2023

## Communiqué de presse

### Plusieurs milliers d'enfants à la rue : quand cela va-t-il s'arrêter ?

Parce que le combat face à l'urgence des enfants à la rue et au mal-logement n'a pas de couleur politique, les associations ont initié une [tribune transpartisane](#) signée par **55 parlementaires qui demandent l'augmentation de la capacité du parc d'hébergement** et la mise en œuvre d'une programmation pluriannuelle « de la rue au logement ».

A cette occasion, le Collectif des associations unies, l'UNICEF France, la FCPE, Jamais sans toit ainsi que **les député-es Lionel Causse (Renaissance), Marie-Charlotte Garin (EELV), William Martinet (LFI) et Stéphane Peu (PCF)** organisent une conférence de presse pour alerter sur la situation des enfants à la rue et échanger sur les solutions.

Le constat est alarmant. Fin août, nous alertions sur le triste record des 1 990 enfants à la rue. Un mois après, la situation s'est gravement détériorée. **Dans la nuit du 2 octobre, on comptait 2 822 enfants restés sans solution d'hébergement suite à la demande de leur famille au 115, faute de mises à l'abri disponibles. Une hausse de 42 % en un mois seulement.** Ce chiffre ne tient pas compte des familles à la rue qui n'appellent plus le 115 ou n'arrivent pas à le joindre, et des mineurs non accompagnés, dont bon nombre restent à la rue. Au total, on décompte 8 351 demandes non pourvues au 115 le soir du 2 octobre, soit 2 500 personnes de plus qu'en juin dernier.

Comment la situation a-t-elle pu à ce point s'aggraver ? Avant l'été, le gouvernement annonçait que **plusieurs milliers de places d'hébergement d'urgence seraient supprimées** partout en France. Des remises à la rue ont eu lieu tout au long de l'été, des centres d'hébergement ont fermé, des squats et bidonvilles ont été expulsés... Le gouvernement a depuis consenti au maintien du niveau de places existantes (203 000) - **mais comment imaginer que la capacité actuelle du parc d'hébergement suffira face à la hausse des besoins qui se profile**, dans un contexte d'inflation, de crise du logement et de tension sur l'hébergement hôtelier ? Pour l'heure, la politique du Logement d'abord avec ses résultats encourageants, doit être largement amplifiée pour être à la hauteur des urgences humaines.

Les parents et enseignants du réseau **Jamais sans toit** constatent l'aggravation de la situation au quotidien : depuis la rentrée, une école a été occupée à Saint-Etienne pour mettre à l'abri une famille, une à Toulouse, une à Montpellier, une à Grenoble et 6 établissements à Lyon. A Bordeaux, un collectif tente de venir en aide à une famille de 5 enfants à la rue, dont la maman est enceinte de plus de 8 mois. **Nous craignons qu'elle subisse le même sort qu'une femme à la rue à Nice qui, après son accouchement, est restée 2 semaines à la maternité puis devait être remise à la rue avec son bébé.**

Nous renouvelons notre appel, cette fois-ci dans le contexte des discussions budgétaires du PLF 2024. En plus des revendications inscrites dans la tribune, nous sollicitons l'organisation, dès le mois de novembre, **d'un groupe de travail sur les leviers disponibles dès maintenant pour accélérer le relogement** des personnes et ainsi « libérer » des places dans l'hébergement, avec tous les acteurs concernés (Ministres, Etat, bailleurs sociaux, associations, collectivités...). Dans l'immédiat et au vu des chiffres significatifs, **il reste nécessaire de créer 10 000 places d'hébergement supplémentaires pour que plus personne, et particulièrement les enfants, ne dorme à la rue.**

### **Contacts presse :**

Angèle Roblot, Fondation Abbé Pierre, [aroblot@fondation-abbe-pierre.fr](mailto:aroblot@fondation-abbe-pierre.fr) / 06 23 25 93 79

Charlotte Abello, Fédération des acteurs de la solidarité, [charlotte.abello@federationsolidarite.org](mailto:charlotte.abello@federationsolidarite.org) / 06 17 80 03 52

Estelle Flabat, UNICEF France, [eflabat@unicef.fr](mailto:eflabat@unicef.fr) / 01 44 39 77 80 / 06 50 34 64 77 et Carine Spinosi, UNICEF France, [cspinosi@unicef.fr](mailto:cspinosi@unicef.fr) / 06 78 72 77 34

## LES 40 ASSOCIATIONS DU COLLECTIF DES ASSOCIATIONS UNIES (CAU)

Advocacy France  
Cités Caritas  
Association Nationale des Compagnons Bâisseurs  
Association DALO  
Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA)  
ATD Quart Monde  
Aurore  
Centre d'action sociale protestant (CASP)  
Collectif National Droits de l'Homme Romeurope  
Collectif Les Morts de la Rue  
Comité des Sans Logis  
Croix-Rouge française  
Emmaüs Solidarité  
Emmaüs France  
Les enfants du Canal  
Fédération d'aide à la santé mentale Croix Marine  
Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement  
(FAPIL)  
Fédération de l'Entraide Protestante  
Fédération Française des Equipes Saint-Vincent  
Fédération des Acteurs de la Solidarité  
Fédération Nationale des Associations Solidaires d'Action avec les Tsiganes et les Gens du voyage  
(FNASAT-Gens du voyage)  
Fédération Nationale des Samu Sociaux  
Fédération Santé Habitat  
Fondation Abbé Pierre  
Fondation de l'Armée du Salut  
France Terre d'Asile  
Jeudi Noir  
La Cloche  
Les petits frères des Pauvres  
Ligue des Droits de l'Homme  
Médecins du Monde  
Secours Catholique  
SoliHa – Solidaires pour l'Habitat  
Solidarité Nouvelle pour le Logement (SNL)  
Union Nationale des Amis et des Familles de Malades Psychiques (UNAFAM)  
Union professionnelle du logement accompagné (UNAFO)  
Union Nationale des Comités Locaux pour le Logement Autonome des Jeunes (UNCLLAJ)  
Union Nationale pour l'Habitat des Jeunes (UNHAJ)  
Union Nationale Interfédérale des OEuvres et Organismes Privés Sanitaires et Sociaux (UNIOPSS)